

# AFFAIRES



TÉLÉVISION-CINÉMA  
ABC TOURNERA UNE SÉRIE À MONTRÉAL  
PAGE 3

↑ **S&P TSX**  
14 817,71  
+74,38 (+0,50%)

↑ **S&P 500**  
2080,15  
+0,87 (+0,04%)

↓ **DOW JONES**  
17 764,04  
-2,51 (-0,01%)

↑ **PÉTROLE**  
60,14 \$US  
+2,00 \$US (+3,44%)

↑ **DOLLAR**  
81,00 €US  
+0,34 €US



## OTTAWA NE VEUT PAS D'UNE USINE CHINOISE À SAINT-BRUNO

Le projet de la société chinoise Beida Jade Bird d'investir 30 millions à Saint-Bruno pour fabriquer des systèmes d'alarme a suscité la méfiance du gouvernement canadien, qui l'a refusé parce que l'usine aurait été trop près de l'Agence spatiale internationale.

À LIRE EN PAGE 2

ILLUSTRATION FOURNIE PAR MAPLE ARMOR

INGÉNIERIE  
DESSAU: PAS DE MAUVAISE  
SURPRISE POUR STANTEC  
PAGE 4



Bob Gomes, PDG de Stantec

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

SECTEUR PÉTROLIER  
TOUJOURS PLUS DE BRUT  
VOYAGE PAR RAIL  
PAGE 2



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

  
**PATEK PHILIPPE**  
GENEVE

Fondez votre propre tradition.



Ladies Automatic Nautilus Réf. 7008/1A

  
**KAUFMANN de SUISSE**  
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954

2195, rue Crescent, Montréal, Québec, Canada  
514.848.0595

## LA PRESSE AFFAIRES

# Chassés de Saint-Bruno pour des raisons de sécurité

Des Chinois voulaient investir 30 millions dans la fabrication de systèmes d'alarme

HÉLÈNE BARIL

Un des rares projets d'investissement chinois dans le secteur manufacturier au Québec, sur le point de se réaliser, vient d'être refusé par le gouvernement canadien pour des raisons de sécurité nationale.

Beida Jade Bird voulait investir 30 millions de dollars dans la fabrication de systèmes d'alarme d'incendie à Saint-Bruno-de-Montarville. C'est apparemment trop près de l'Agence spatiale internationale au goût du gouvernement canadien qui, après avoir donné son accord au projet, s'est ravisé et l'a refusé après un examen plus poussé, ont expliqué à *La Presse Affaires* deux sources proches du dossier. Industrie Canada a notamment posé des questions sur la technologie qu'auraient utilisée les Chinois dans leur usine.

Aucune explication supplémentaire n'a pu être obtenue de la part d'Industrie Canada. « À cause des dispositions en matière de confidentialité de la Loi sur Investissement Canada, Industrie Canada ne peut faire de commentaires à ce sujet », a fait savoir une porte-parole.

## Annoncé en grande pompe

L'implantation à Saint-Bruno de Maple Armor Canada, nouvelle filiale de Beida Jade Bird, aurait été sa première usine à l'extérieur de la Chine. Le projet avait été annoncé en grande pompe le 19 août 2014. « Ce qui sera produit ici, ça ne sera pas *Made in China*, mais *Made in Quebec for China* », s'était enthousiasmé le ministre de l'Économie, Jacques Daoust, au cours de la traditionnelle cérémonie de levée de la première pelle de terre.

Le terrain choisi par l'investisseur chinois est situé à 1,7 kilomètre de l'Agence



PHOTO SARAH MONGEAU-BIRKETT, ARCHIVES LA PRESSE

Cérémonie de la première pelletée de terre à Saint-Bruno en août 2014. Weimin Cai (président de Maple Armor Canada), Benlin Yu, Martin Murray (maire de Saint-Bruno), Zhendong Xu (président du conseil d'administration de Beida Jade Bird) et Jacques Daoust, ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, posaient fièrement.

spatiale canadienne qui, elle, se trouve dans le quartier Saint-Hubert de Longueuil. Ce terrain appartenait à la Ville de Saint-Bruno qui l'avait cédé à un prix d'ami à Beida Jade Bird.

Le gouvernement du Québec avait aussi consenti une subvention de 1 million et un prêt sans intérêt de 3 millions à l'investisseur chinois pour le convaincre de choisir le Québec.

## Des intentions étonnantes

Les Chinois investissent beaucoup à l'étranger dans

le secteur des ressources naturelles, mais il est plutôt rare qu'ils fassent fabriquer ailleurs des produits pour leur marché local, comme ils voulaient le faire à Saint-Bruno.

Le président du conseil d'administration de Beida Jade Bird, Zhendong Xu, avait expliqué l'an dernier que l'entreprise voulait s'installer au Québec pour fabriquer des systèmes d'alarme avec les normes internationales les plus élevées, ce qui est très en demande sur le marché chinois.

Il n'a pas été possible de parler à un représentant

de l'entreprise hier. Selon Investissement Québec, qui a fourni l'aide financière à Beida Jade Bird, des recherches sont en cours afin de trouver un autre emplacement pour accueillir l'usine qui devait employer 70 personnes.

Beida Jade Bird, qui avait commencé le processus d'embauche des employés, devra revendre le terrain de Saint-Bruno et payer à la Ville les pénalités prévues en cas de déstement.

La Ville a été prévenue le 23 avril dernier par Beida Jade Bird que l'investissement

prévu ne pourrait se réaliser, à cause du refus d'Industrie Canada. Ni le maire Martin Murray, ni la responsable des communications de la Ville de Saint-Bruno n'ont voulu faire de commentaires.

Beida Jade Bird est une entreprise dont les actions sont inscrites à la Bourse de Hong Kong mais qui est contrôlée par le gouvernement de Pékin. Elle se décrit comme une société de développement de logiciels active dans plusieurs secteurs, dont celui des systèmes d'alarme d'incendie.

## Le transport du pétrole par rail continue de croître

MARTIN CROTEAU

QUÉBEC — Le transport du pétrole par rail a continué de croître de manière importante au Canada, l'an dernier, et le fera encore l'an prochain, si l'on en croit le rapport annuel de l'Association canadienne des producteurs de pétrole (ACPP). Un document qui révèle que l'industrie prévoit une baisse de croissance marquée en raison de la chute des prix du pétrole.

## La production canadienne révisée à la baisse

La chute des prix du pétrole observée depuis l'an dernier continuera de toucher l'industrie des sables bitumineux, prévoit l'ACPP. Elle anticipe une production de 5,3 millions de barils par jour en 2030. C'est 1,1 million de barils de moins par jour que ses prévisions de l'an dernier. Jean-Thomas Bernard, spécialiste des questions énergétiques et professeur à l'Université d'Ottawa, y voit un indice que la baisse des cours du brut sera durable. « La vision actuelle, c'est que ça va très probablement se maintenir pour cinq ou six ans, note le chercheur. On ne pense pas qu'il va y avoir un rebond très rapide. »

Par ailleurs, au moment où le plan d'indemnisation de



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le nombre de chargements de pétrole par rail en provenance de l'Ouest a crû de 14% en 2014.

430 millions pour les victimes de Lac-Mégantic a été adopté, hier, le rapport de l'ACPP a révélé que le nombre de chargements de pétrole par rail en provenance de l'Ouest avait crû de 14% en 2014. Quelque 185 000 barils de l'Ouest canadien ont été déplacés par train chaque jour en 2014. L'ACPP s'attend à ce que cette quantité passe à 200 000 barils par jour en 2015 et à 250 000 barils par jour en 2016. On pourrait atteindre jusqu'à 600 000 barils par jour en 2018 si Washington

persiste à bloquer l'oléoduc Keystone XL.

## Les pipelines plus nécessaires que jamais

Même si la hausse de la production pétrolière va ralentir, l'expansion du réseau de pipelines est impérative, selon l'ACPP. Divers projets sont sur la table, notamment Keystone XL vers les États-Unis, Northern Gateway et Trans Mountain vers la Colombie-Britannique, ainsi qu'Énergie Est vers le Québec

et le Nouveau-Brunswick. « Au moins un nouveau projet de pipeline est nécessaire à très court terme pour accommoder la hausse de la production », peut-on lire dans le rapport.

Par ailleurs, selon les partisans des pipelines, la construction d'oléoducs vers le Québec permettra d'éviter aux raffineries de s'approvisionner auprès de régimes politiques peu recommandables. Or, le rapport de l'ACPP révèle que les importations de brut américain ont doublé dans l'Est canadien depuis un an, au point que les États-Unis sont désormais le premier fournisseur. « Du pétrole brut en provenance de la formation de Bakken au Montana et au Dakota-du-Nord a été transporté par rail aux raffineries du Québec et à celle de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick », précise le rapport. L'apport du pétrole canadien est appelé à croître avec l'inversion du pipeline 9B d'Enbridge, qui desservira Montréal.

## Des projets mineurs au Québec

Enfin, le Canada est assis sur les troisièmes réserves de pétrole au monde, derrière l'Arabie saoudite et le Venezuela. Sur 173 milliards de barils dans le sous-sol canadien, 167 se trouvent en Alberta. L'essentiel

de la production de l'Est se situe au large de Terre-Neuve. Le rapport de l'ACPP relève en passant l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti et des découvertes en Gaspésie, mais ne fait pas état du potentiel de ces régions. Les producteurs québécois notent que la production en Ohio et en Pennsylvanie est de bon augure, puisqu'on y trouve le même type de roche – le « Shale d'Utica » – que sur l'île Anticosti.

## La question climatique ne pèse pas lourd

La Conférence de Paris sur les changements climatiques approche à grands pas. Les pays du G7 se sont engagés à réduire de 40 à 70% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Mais les producteurs de pétrole ne semblent pas s'en inquiéter outre mesure. Le mot « climat » n'apparaît pas une seule fois dans le rapport de 55 pages, qui ne contient aucune allusion à une éventuelle tarification du carbone. « Il est très clair que c'est un sujet dont ils veulent éviter de parler, d'autant qu'il y a un mouvement massif de désinvestissement dans les combustibles fossiles, comme l'a fait récemment le fonds souverain de la Norvège », a noté le porte-parole de Greenpeace, Patrick Bonin.

## Loi sur les arrangements avec les créanciers Strateco insolvable

Après avoir fait la promotion d'un projet de mine d'uranium qui a été refusé par Québec, Strateco s'est placée hier sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers. « Strateco n'est plus en mesure de respecter ses engagements financiers, et ce, en dépit de sa mise en œuvre d'un programme

de réduction de coûts », a précisé l'entreprise dans un communiqué. Strateco a déposé une poursuite dans laquelle elle réclame des dommages de 190 millions au gouvernement. L'entreprise espère désormais obtenir un financement intérimaire pour pouvoir continuer de payer ses avocats.

— Sylvain Larocque

## Mines Autre transaction pour Osisko

Redevances aurifères Osisko a annoncé hier quelle avait convaincu une troisième société d'exploration minière de démentager son siège social à Montréal. Osisko investira 20 millions de dollars pour acquérir une participation de 18% dans la firme torontoise Oban. Dans le cadre de l'opération, financée également par Dundee

Corporation, Oban mettra la main sur quatre autres sociétés d'exploration aurifères canadiennes: Eagle Hill, Temex Resources, Ryan Gold et Corona Gold. La nouvelle société aura une valeur boursière de 122 millions. Osisko lui fournira des services d'exploration, d'ingénierie et de gestion.

— Sylvain Larocque

PRÉCISION

BLOOMBERG

L'entreprise Bloomberg LP est présente dans 73 pays, et non 80, comme nous l'avons écrit dans notre numéro d'hier. Nos excuses.

# ABC en tournage à Montréal

La série télé *Quantico* mettra en vedette une star de Bollywood

EXCLUSIF

VINCENT  
BROUSSEAU-POULIOT

Le réseau ABC tournera sa nouvelle série télé *Quantico* cet été à Montréal, a appris *La Presse*.

«Nous avons tourné le pilote à Atlanta et New York, et nous avons choisi Montréal pour tourner la série», dit Mark Mitchell, directeur de la post-production d'ABC.

La grande majorité de la série de 12 épisodes sera tournée à Montréal, avec quelques scènes à New York, la ville mise en scène dans cette série qui met en vedette Priyanka Chopra, une star de Bollywood qui fera ses débuts aux États-Unis. Elle jouera le rôle d'une agente recrutée du FBI soupçonnée d'avoir organisé le plus important attentat à New York depuis le 11 septembre 2001. ABC n'a pas dévoilé le budget de production de *Quantico* (le nom de la série fait référence au nom d'une académie du FBI en Virginie), une série produite par Joshua Safran et Mark Gordon (*Grey's Anatomy*). Le tournage doit avoir lieu à Montréal de la mi-juillet à novembre.

Il s'agit de la première série télé américaine pour une chaîne de télé d'envergure qui sera tournée au Québec en 2015. La série *The Art of More* pour la chaîne en ligne Crackle, qui met en vedette Dennis Quaid et Kate Bosworth, est actuellement en tournage à Montréal. Les films *X-Men: Apocalypse* et *Story*

*of Your Life* (du réalisateur québécois Denis Villeneuve) seront tournés cet été à Montréal.

«Montréal dans le top 3 des effets visuels»

Mark Mitchell est en ville cette semaine pour voir s'il donnera les contrats d'effets visuels de la série *Quantico* à des studios montréalais. Mais il n'est pas le seul dirigeant hollywoodien à Montréal cette semaine pour discuter d'effets visuels: Todd Isroelit, vice-président senior des effets visuels chez 20th Century Fox, octroiera les contrats du prochain film du film d'*X-Men*, tourné actuellement à Montréal. Et dans le monde des effets visuels, les contrats de films à grand déploiement comme *X-Men* sont nettement plus importants que ceux des séries télé.

Todd Isroelit espère pouvoir donner la majorité des mandats en effets visuels sur *X-Men: Apocalypse* à des studios montréalais. Le responsable des effets visuels chez 20th Century Fox estime d'ailleurs que Montréal est devenu l'une des trois capitales mondiales des effets visuels. «Los Angeles a déjà été numéro un, mais je dirais maintenant que c'est Londres, suivi de Vancouver, qui est aussi une force. Montréal est ensuite un concurrent très intéressant qui se situe dans le top 3», a-t-il dit en entrevue à *La Presse*.

L'ascension de Montréal comme l'une des capitales des effets visuels a été rapide. Avant l'arrivée de Framestore

au début de 2013, aucune multinationale des effets visuels n'avait de studio à Montréal. Technicolor/MPC a maintenant un studio de 560 employés en effets visuels, Framestore passera de 200 à 300 employés d'ici la fin de l'année, et l'industrie au total compte environ 1500 personnes. «Être capable d'attirer les meilleurs de l'industrie à l'international fait en sorte qu'ils forment le reste de vos employés», dit Todd Isroelit, qui participe aujourd'hui à une conférence sur l'art de convaincre les studios hollywoodiens dans le cadre d'effets MTL, le premier sommet de l'industrie montréalaise des effets visuels. Mark Mitchell, d'ABC, et Andrew Fowler, de New Regency, participeront aussi à cette conférence organisée par le Bureau du cinéma et de télévision du Québec.

Le responsable des effets visuels chez 20th Century Fox a également suivi le dossier du crédit d'impôt québécois pour les effets visuels, réduit de 44% à 36% par le gouvernement Couillard en juin 2014. Le gouvernement a donné l'assurance aux studios qu'il ne toucherait plus au crédit d'impôt jusqu'à la fin de son mandat. «Ce sera une bonne chose à long terme, dit Todd Isroelit. Il y a plus que jamais une communauté d'effets visuels à Montréal capable d'attirer des gens de premier plan au niveau mondial pour faire des grandes productions. Montréal est une ville attirante pour convaincre ces gens d'y déménager.»



PHOTO FOURNIE PAR CTV

Priyanka Chopra fera ses débuts aux États-Unis dans *Quantico*.

CONFÉRENCE DE MONTRÉAL

## Pour une tarification mondiale du carbone

RUDY LE COURS

Pour combattre avec succès les dérèglements climatiques et freiner le réchauffement de la planète, il faut identifier le bon ennemi. Il s'appelle CO<sub>2</sub>, le dioxyde de carbone.

Au lendemain de l'engagement historique du G7 de diminuer de 40% à 70% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, les intervenants à la Conférence de Montréal ont beaucoup échangé hier sur la nécessité et la capacité de générer de l'énergie d'une manière moins nocive pour l'environnement, tout en raillant l'objectif d'une économie mondiale décarbonisée d'ici la fin du siècle.

«On a besoin d'une tarification mondiale unique du carbone», a plaidé Gérard Mestrallet, président-directeur général d'Engie, autrefois GDF Suez.

Il a souligné que plusieurs initiatives existent déjà, comme celle du Québec et de la Californie ou les sept expériences menées en Chine qui doivent converger en une seule en 2017.

Eirik Waerness, économiste en chef et vice-président de la norvégienne Statoil, a pour sa part rappelé que la Norvège taxe le carbone depuis 25 ans déjà. À ses yeux, cela aura permis à la société détenue majoritairement par Oslo de disposer d'un sérieux avantage compétitif sur ses concurrents pour le développement de projets à l'échelle mondiale.

Russell Kirling, PDG de TransCanada, a pour sa part rappelé que l'énergie fossile restera la première source d'énergie mondiale à hauteur de 75% au cours des prochaines années.

À l'heure actuelle, c'est même 83%, a précisé Patrick Pouyanné, président et directeur général de la pétrolière française Total.

La réduction des gaz à effet de serre passe par un transfert, à l'intérieur de la filière fossile, par une plus grande utilisation du gaz naturel, qui émet moins de CO<sub>2</sub>, aux dépens du charbon et du pétrole.

«La solution au réchauffement sera économique davantage que réglementaire», soutient-il.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Selon Patrick Pouyanné, président et directeur général de la pétrolière Total, la chute du prix du brut a fait plus de gagnants que de perdants.

M. Mestrallet ajoute: «Ne rien faire contre le réchauffement nous conduit à une catastrophe écologique et par conséquent à une catastrophe économique. Agir, c'est dans l'intérêt du business.»

Il s'est aussi porté à la défense de la 21<sup>e</sup> Conférence des partis qui doit avoir lieu à Paris en décembre et qui doit porter sur les dérèglements climatiques. «Elle doit réussir après l'échec du Sommet de Copenhague en 2009. La solution, c'est la tarification du carbone.»

John Hess, président de la pétrolière américaine Hess Corporation, n'est pas tout à fait d'accord. Il favorise plutôt une taxe sur le carbone, conscient que cela n'a aucune chance d'être accepté par les Américains, viscéralement opposés à l'approche fiscale. «Seul Barack Obama est d'accord avec cela», a-t-il ironisé.

M. Pouyanné a aussi fait le bilan des gagnants et des perdants de la chute des prix du pétrole, les premiers étant beaucoup plus nombreux.

Le Canada pourrait se joindre à ce groupe s'il choisit de se doter d'infrastructures capables de désenclaver sa production à partir des sables bitumineux. «Le transport ferroviaire est une technologie des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, a-t-il indiqué. Il faut des pipelines.»

Total est engagée depuis 2013, avec Suncor et Tech dans la coentreprise Fort

Hills Energy, un chantier de 13,5 milliards dans le Nord albertain.

Aux yeux de M. Pouyanné, les sables bitumineux ne sont pas compétitifs parce qu'il a trop d'acteurs, ce qui freine l'optimisation de l'exploitation.

M. Girling a renchéri en soutenant que cesser l'exploitation des sables bitumineux priverait l'offre mondiale de 3,5 millions de barils par jour, mais réduirait de 1,5% seulement les émissions de CO<sub>2</sub>. Il a soutenu que les forages actuels ne compromettent plus les nappes phréatiques puisqu'ils se font sous elles. Cela ferait tomber l'argument principal des opposants au pipeline Keystone XL vers le sud des États-Unis.

Enfin, Gregory Boyce, président de Peabony Energy, le numéro un mondial du charbon, s'est porté à la défense de son industrie présentée comme la brebis galeuse. Ce combustible bon marché mais décrié peut être exploité de façon moins polluante, voire verte, avec les nouvelles techniques de captage du CO<sub>2</sub> durant sa combustion. Vingt-deux centrales dotées de cette technologie sont en construction, malgré le fait que les organismes internationaux de financement (Banque Mondiale, Banque asiatique de développement, etc.) refusent de les subventionner «pour des raisons strictement écologiques», déplore-t-il.

## Automobile GM ne souhaite pas une fusion avec Fiat

La dirigeante de General Motors, Mary Barra, a affirmé hier qu'elle ne souhaitait pas une fusion avec le groupe italo-américain FCA, même si le PDG de ce dernier, Sergio Marchionne, a fait des avances en ce sens. «Il y a eu un courriel [de Marchionne] qui a été examiné par notre direction et par le conseil d'administration. Nous allons vendre plus de 10 millions de voitures dans le monde. Nous possédons déjà des économies d'échelle. Nous voulons agir dans l'intérêt de nos actionnaires», a-t-elle déclaré lors d'une rencontre avec la presse en marge de l'assemblée générale des actionnaires de GM à Detroit. Sergio Marchionne avait déclaré à la fin mai qu'il était persuadé qu'une «nouvelle fusion dans le secteur aura lieu d'ici 2018», sans

citer quelles seraient les sociétés concernées. Il n'avait toutefois pas voulu confirmer qu'il avait pris contact directement avec la direction de GM. Le *Wall Street Journal* affirme pour sa part hier que Fiat Chrysler Automobiles a contacté des fonds spéculatifs pour mettre davantage de pression sur la direction de GM pour qu'elle examine un rapprochement entre les deux groupes. General Motors, le premier constructeur automobile américain, a déjà des partenariats avec plusieurs de ses concurrents comme avec Ford dans le développement des transmissions et avec Honda pour le développement de piles à combustible ainsi qu'une alliance avec SAIC, l'un des plus importants constructeurs d'automobiles en Chine. — Agence France-Presse

Avis de nomination

Marie-Josée H. Bédard



Danielle Laramée, leader canadienne du groupe Capital humain d'EY, est ravie de vous annoncer l'arrivée de Marie-Josée H. Bédard à titre de leader pour l'Est du Canada de notre groupe Services en immigration à des fins d'affaires.

Les professionnels d'EY et ceux de son cabinet d'avocats Egan sont appuyés par un réseau mondial intégré d'avocats

en immigration et de professionnels de la fiscalité établis dans plus de 130 pays. Nous aidons les clients de toutes les tailles et de tous les secteurs à obtenir les documents d'immigration appropriés pour leurs employés mobiles et à coordonner les services en immigration à l'échelle mondiale.

M<sup>me</sup> Bédard est titulaire d'une licence en droit de l'Université d'Ottawa et compte plus de 20 ans d'expérience en droit de l'immigration à des fins d'affaires canadien. Avant de se joindre à EY, elle a occupé les fonctions de directrice et de conseillère juridique senior pour les services en immigration au Canada, aux États-Unis et à l'échelle mondiale de l'une des grandes sociétés d'ingénierie et de construction du Canada.

Par le passé, elle a également travaillé au sein d'un cabinet d'avocats spécialisé en droit de l'immigration à Montréal, où elle aidait les multinationales, les petites et moyennes entreprises ainsi que les particuliers et les familles dans le cadre du processus d'immigration canadien et américain.

Pour en savoir davantage sur la façon dont nous pouvons vous aider, visitez-nous à [ey.com/ca/fr](http://ey.com/ca/fr).



Travailler ensemble pour un monde meilleur

## LA PRESSE AFFAIRES

## ACQUISITION DE DESSAU

## Pas de mauvaise surprise pour Stantec

SYLVAIN LAROCQUE

Cinq mois après l'acquisition de la firme d'ingénierie Dessau, dont le nom a été entendu souvent à la commission Charbonneau, Stantec n'a aucun regret.

« Cela faisait 20 ans que nous voulions avoir une présence forte au Québec et c'est agréable de pouvoir enfin accomplir cet objectif », affirme Bob Gomes, PDG de Stantec, en entrevue avec *La Presse Affaires* dans les bureaux de Dessau au centre-ville, qui arborent désormais le logo de la firme albertaine. Avant, la présence de Stantec se limitait à un bureau d'une cinquantaine de personnes dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Stantec a déboursé environ 100 millions de dollars pour mettre la main sur Dessau, dont le chiffre d'affaires s'élève à environ 130 millions par année.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE  
« Cela faisait 20 ans que nous voulions avoir une présence forte au Québec et c'est agréable de pouvoir enfin accomplir cet objectif », affirme Bob Gomes, PDG de Stantec.

La firme d'Edmonton avait un œil sur Dessau depuis près de deux ans lorsque l'acquisition a été annoncée, l'automne dernier. Dessau était à vendre depuis le départ, en 2013, des

frères Rosaire et Jean-Pierre Sauriol, fils du cofondateur de l'entreprise, Paul-Aimé Sauriol. Devant la commission Charbonneau, Rosaire Sauriol avait admis que Dessau a

trempé dans des affaires de collusion et de financement politique occulte.

Bien sûr, l'acheteur a procédé à une vérification diligente particulièrement rigoureuse pour s'assurer de ne pas se retrouver avec de mauvaises surprises.

« Notre chef de l'exploitation, Rich Allen, est ingénieur et avocat. Il connaît bien les lois anticorruption. Je lui ai dit: "Va à Montréal, va parler aux gens de Dessau et tu me diras ce que tu en penses". Il est revenu et il m'a dit: "Je leur fais confiance". Ils ont été très ouverts, très transparents, ils n'essayaient pas de cacher quoi que ce soit. Nous n'avons pas eu à changer quoi que ce soit [sur le plan de l'éthique], ça avait déjà changé. »

## Impact hors Québec

Sans souhaiter la tenue d'une commission d'enquête sur l'industrie au Canada anglais, Bob Gomes estime que les entreprises nord-américaines ont

tiré les leçons de la crise qu'a connue le Québec.

« Je pense que tout le monde admet que les choses devaient changer. [La commission Charbonneau] a aidé à faire le ménage ailleurs. On peut toujours dire que la situation [au Canada anglais et aux États-Unis] n'était pas aussi grave, mais il y avait des éléments de ce qui s'est produit au Québec qui s'est aussi produit dans d'autres régions. Ça a été bon pour l'industrie partout en Amérique du Nord que ça attire autant l'attention: ça rappelle à tout le monde: "Ne faites pas cela". »

Il y a trois ans, par exemple, Stantec a cessé d'inviter des clients à des événements comme des matchs de hockey. « C'est toujours important d'établir de bonnes relations avec nos partenaires d'affaires, mais ça peut se faire autour d'un café », lance M. Gomes.

Jusqu'ici, l'intégration de Dessau s'est faite sans trop de heurts, si ce n'est la facture de plusieurs millions pour franciser tous les systèmes informatiques de Stantec. Bob Gomes attribue cette réussite préliminaire à la volonté ferme des salariés de Dessau de passer à autre chose. « Ils sentent maintenant qu'ils font partie d'une entreprise forte et toutes les craintes quant à l'avenir sont disparues et se sont transformées en espoir », explique-t-il.

Cela dit, le dirigeant est bien conscient des difficultés du marché québécois. « C'est l'une des régions [en Amérique du Nord] où les marges bénéficiaires sont plus faibles en raison de la forte concurrence, note-t-il. Il faut l'accepter. Ça ne nous dérange pas parce qu'en gérant adéquatement le travail, il demeure possible de dégager de très bons bénéfices. »

Stantec compte désormais offrir son savoir-faire dans le secteur des ressources naturelles aux entreprises qui exploitent des mines au Québec. À l'inverse, la firme souhaite déployer à l'extérieur de la province l'expérience de Dessau en matière de télécommunications et de sécurité.

L'entreprise soutient qu'au cours des derniers mois, le regroupement des compétences de Stantec et de Dessau lui a permis de décrocher des contrats auprès de VIA Rail (ingénierie générale), de la Ville de Montréal (pont ferroviaire), de l'hôpital du Sacré-Cœur (mécanique et électricité) et de l'Assemblée nationale (sécurité du périmètre extérieur).

## STANTEC EN BREF

- > Fondation: 1954
- > Employés: 15 000
- > Revenus annuels: 2 milliards
- > Principaux actionnaires:
  - Fidelity Investments (10%),
  - Banque de Nouvelle-Écosse (6%),
  - Jarislowky Fraser (5%),
  - Mawer Investment Management (4%),
  - Banque Royale du Canada (3%)

VERREault  
CONSTRUCTION  
À VENDRE

Malgré la vente des activités de génie de Dessau à Stantec et à WSP Global (pour la filiale colombienne) et de la division d'ingénierie LVM à un groupe d'investisseurs comprenant la Caisse de dépôt et placement, le groupe fondé en 1957 par Paul-Aimé Sauriol et Jean-Paul Desjardins existe toujours. Il contrôle toujours Verreault Construction, acquise en 2008. Or, cette entreprise est aujourd'hui à vendre. Lorsqu'un acheteur aura été trouvé et que Dessau connaîtra les sommes qu'il devra rembourser au gouvernement pour les gestes de collusion passés, l'entreprise pourra distribuer les recettes des ventes d'actifs à ses actionnaires, dont Jean-Pierre et Rosaire Sauriol. « Il faut faire les choses dans l'ordre », précise Isabelle Jodoin, l'ancienne PDG de Dessau devenue vice-présidente principale responsable du Québec chez Stantec.

— Sylvain Larocque

# L'un des « meilleurs investisseurs du monde »

SmartMoney Magazine

## peut investir pour vous maintenant.

Votre portefeuille peut dorénavant tirer parti  
du savoir-faire de Joel Tillinghast, gestionnaire  
de fonds emblématique de Fidelity.

Visitez [fidelity.ca](http://fidelity.ca)



Renseignez-vous auprès  
de votre conseiller.



Utilisé avec la permission de Dow Jones, 2009. Veuillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre conseiller en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC. 722275.1.0



# Chronique du concierge

MARTIN BEAUSÉJOUR, COLLABORATION SPÉCIALE

SÉRIE DE 10  
NUMÉRO  
**10**

Chaque semaine, un employé d'un grand hôtel de la planète nous donne ses meilleures adresses afin de profiter au maximum de votre séjour dans sa ville.

## PRESTON ROOKS

Concierge, Hôtel Four Seasons Baltimore



PHOTO FOURNIE PAR LE FOUR SEASONS

Originaire du Delaware, Preston Rooks vit à Baltimore depuis 15 ans. Concierge certifié Clefs d'Or, M. Rooks est employé du Four Seasons depuis son ouverture, en 2011. Voici ses meilleures adresses pour découvrir la ville de Baltimore, dans l'État du Maryland.

Hôtel Four Seasons Baltimore, États-Unis, [fourseasons.com](http://fourseasons.com)



L'Aquarium national de Baltimore

PHOTO WIKIPÉDIA



Le restaurant Ouzo Bay

PHOTO FOURNIE PAR LE RESTAURANT

### Quel est le meilleur restaurant pour prendre un repas en soirée?

Il faut absolument réserver une table au restaurant Ouzo Bay. L'endroit propose un mélange unique de fruits de mer et de plats inspirés de la cuisine traditionnelle grecque. Il y a toujours beaucoup d'ambiance et le décor est moderne. C'est le restaurant idéal pour une soirée romantique ou un repas d'affaires. L'Ouzo Bay est à quelques minutes de marche de l'hôtel, sur la rue Lancaster.

[ouzobay.com](http://ouzobay.com)

### Quels sont les meilleurs endroits pour boire un verre?

Pour l'apéro, je suggère l'Azumi. C'est un restaurant de cuisine japonaise, mais vous pouvez y aller seulement pour boire un ou deux verres. Au lieu de vous asseoir au bar, choisissez plutôt une table tout près de la baie vitrée. Vous aurez une vue magnifique sur le port de Baltimore. Pour terminer la soirée en beauté, dirigez-vous plutôt vers le Wit and Wisdom. Tous les soirs de la semaine, de 22 h à minuit, c'est le « Champagne Campaign ». Le prix des bouteilles de champagne est réduit de moitié. La sommelière Julie Dalton vous aidera à choisir la bonne bouteille

pour une occasion spéciale ou simplement pour admirer la vue sur le port.

[azumirestaurant.com](http://azumirestaurant.com),  
[witandwisdombaltimore.com](http://witandwisdombaltimore.com)

### Quels sont les incontournables de Baltimore?

Avec 17 000 spécimens, provenant de 750 espèces différentes, l'Aquarium national est un incontournable. Pour les fans de comédies musicales, réservez des billets pour une production de style Broadway présentée à l'Hippodrome Theater. Si vous êtes un mordu de sport, vous devez assister à un match de football au M & T Bank Stadium et voir notre équipe, les Ravens,

à l'œuvre. Le Musée d'art de Baltimore est un autre incontournable. Si le temps vous manque, concentrez-vous sur la Cone Collection qui offre plusieurs toiles signées Matisse et Picasso. Et finalement, si vous désirez magasiner, deux rues sont à retenir: President Street et Aliceanna Street.

[baltimore.org](http://baltimore.org)

### Qui sont les meilleurs coiffeurs en ville?

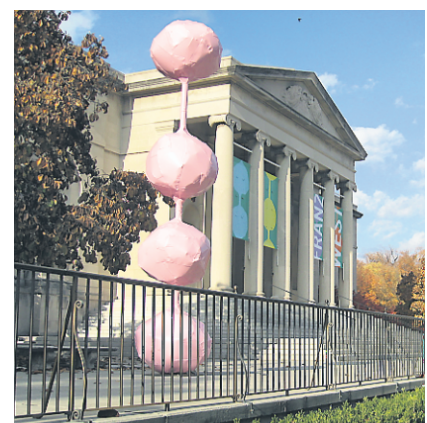
Les hommes devraient prendre rendez-vous au Quintessential Gentleman. Pour les dames, je recommande fortement le studio Brocatos.

[theqq.com](http://theqq.com)  
[brocatos.com](http://brocatos.com)



Le bar Wit and Wisdom

PHOTO FOURNIE PAR LE BAR



Le Musée d'art de Baltimore

PHOTO WIKIPÉDIA

# Des applications utiles

MARTIN BEAUSÉJOUR, COLLABORATION SPÉCIALE



### Suivez le guide

L'application *Baltimore Guide* permet de découvrir la ville à son rythme et selon ses préférences ou ses envies. Ce guide de voyage mobile ne nécessite aucune connexion internet. Des plans interactifs montrent l'emplacement de toutes les attractions touristiques, mais aussi des restaurants, des hôtels, des arrêts d'autobus et même des hôpitaux, en cas d'urgence. Plusieurs itinéraires sont proposés en fonction des champs d'intérêt et du nombre de jours disponibles pour visiter la ville. En anglais seulement. La version de base est gratuite. Dans l'iTunes Store.

PHOTO FOURNIE PAR BALTIMORE GUIDE

### BMA

Le Baltimore Museum of Art (BMA) n'a pas d'application mobile, mais il a lancé en 2012 un « outil d'exploration » pour enrichir l'expérience des visiteurs. Le site internet BMA Go Mobile contient une foule d'informations sur plus d'une centaine d'œuvres regroupées dans la nouvelle aile du musée, consacrée à l'art contemporain. On y trouve également plus d'une trentaine de capsules vidéo et des entrevues avec plusieurs artistes. Le site est compatible avec la plupart des téléphones intelligents et tablettes. Et on peut y naviguer sans frais en se branchant sur le réseau sans fil du musée. [www.artmba.org/gomobile](http://www.artmba.org/gomobile)

**MULTISEGMENT SRX 2015 TRACTION AVANT**

EXPÉRIENCE UTILISATEUR CADILLAC  
**CUE EN OPTION<sup>1</sup>: SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMANDE MULTIMÉDIA.**

SYSTÈME ONSTAR<sup>MD</sup> AVEC ACCÈS AU RÉSEAU 4G LTE<sup>2</sup> AVEC POINT D'ACCÈS WI-FI INTÉGRÉ.

MOTEUR V6 DE 3.6 L À INJECTION DIRECTE, DÉVELOPPANT 308 CH

LOUEZ À	PENDANT	COMPTANT	PRIX À L'ACHAT
<b>218\$</b> /2 SEM.	<b>48 MOIS À 0,9%</b>	<b>1599\$</b>	<b>40 599\$</b>
Comprend le transport et la taxe de climatisation.			

LES PROPRIÉTAIRES ADMISSIBLES REÇOIVENT JUSQU'À 1 500 \$ EN RABAIS POUR PROPRIÉTAIRES SUR UN NOUVEAU MODÈLE CADILLAC<sup>4</sup>

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2015 neufs suivants: SRX à traction avant (ENG26/ISA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 800 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au ROPRM et taxes applicables en sus. 1. La fonctionnalité CUE varie selon le modèle. La fonctionnalité totale exige la compatibilité Bluetooth et un téléphone intelligent, ainsi qu'une connexion USB pour certains appareils. 2. Visitez [onstar.ca](http://onstar.ca) pour obtenir les données cartographiques, les détails et connaître les limitations du système. Les services varient selon le modèle et certaines conditions. OnStar avec connexion au réseau 4G LTE est disponible sur certains modèles et sur certains marchés. Pour accéder à ce service, les clients doivent accepter les modalités et la déclaration de confidentialité d'OnStar (y compris les modalités relatives aux logiciels) d'OnStar agit comme témoin avec les services d'urgence actuels. Après la période d'essai gratuite (le cas échéant), un plan de services d'OnStar en vigueur est exigé. 3. Location basée sur un prix à l'achat de 40 599 \$ résidant un crédit à la livraison de 2 500 \$. Paiements aux deux semaines basés sur une location de 48 mois à un taux de 0,90 % avec versement initial de 1 599 \$. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km, 0,25 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 4. Offre en vigueur du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> juin 2015 seulement (à « durée du programme »). Les particuliers qui résident au Canada et qui sont propriétaires ou actuellement locataires d'un véhicule 1999 ou plus récent ayant été immatriculé et assuré au Canada à leur nom au cours des six (6) derniers mois consécutifs obtiendront un rabais de 1 000 \$ applicable à la location, à l'achat ou au financement à l'achat de tout véhicule Cadillac 2015 (à l'exception de l'Escalade 2015) neuf admissible livré pendant la durée du programme. Les particuliers qui résident au Canada et qui sont propriétaires ou actuellement locataires d'un véhicule de marque Pontiac, Saturn, Saab, Oldsmobile, Hummer, Chevrolet Cobalt/PHR/Avalanche, BMW, Mercedes-Benz, Audi, Lexus, Acura, Infiniti, Lincoln, Jaguar, Porsche, Land Rover ou Volvo 1993 ou plus récent ayant été immatriculé et assuré au Canada à leur nom au cours des six (6) derniers mois consécutifs obtiendront un rabais de 1 500 \$ applicable à la location, à l'achat ou au financement à l'achat de tout véhicule Cadillac 2015 (à l'exception de l'Escalade 2015) livré pendant la durée du programme. Limite d'un (1) seul rabais par véhicule admissible vendu. Cette offre est transférable à un membre de la famille immédiate habitant à la même adresse (preuve exigée). Cette offre n'est pas monnayable. Le rabais de 1 000 \$ ou 1 500 \$ comprend les taxes applicables, selon la province. Dans le cadre de la transaction, le concessionnaire demandera des preuves d'immatriculation ou d'assurance, lors des six derniers mois consécutifs, des véhicules dont le client est propriétaire depuis les six derniers mois. Nul ni ou la loi l'interdit. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAQ Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de la Carte GM de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez [cadillac.ca](http://cadillac.ca).

## LA PRESSE AFFAIRES

## L'OIRPC achète une filiale de GE

L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) a annoncé hier la conclusion d'une entente de 12 milliards US pour acquérir Antares Capital, un prêteur de la division financière de General Electric. Selon le chef de la direction, Mark Wiseman, l'acquisition de la société établie à Chicago donnera au gestionnaire de fonds du régime de pensions canadien une présence significative dans une partie du secteur des prêts aux États-Unis qui a un potentiel de croissance à long terme. La direction d'Antares Capital et environ 300 employés exploiteront les activités en tant que prêteur indépendant et distinct auprès de promoteurs en capital-investissement, à condition que la transaction soit approuvée par les autorités réglementaires. Au cours des cinq dernières années, Antares a allongé plus de 120 milliards US

en financement aux promoteurs en capital-investissement, un marché dont la valeur est estimée à 96 milliards US par année. Selon M. Wiseman, cette acquisition est un bon exemple de la stratégie de l'OIRPC, qui consiste à obtenir de bonnes positions dans des secteurs clés par l'entremise d'investissements dans des plateformes. L'Office d'investissement du RPC gère environ 264,6 milliards en actifs pour le Régime de pensions du Canada. Il s'attend à ce que l'entente avec Antares soit conclue au cours du troisième trimestre. General Electric a indiqué plus tôt cette année qu'il prévoyait vendre la plupart des actifs de sa division financière GE Capital dans les 18 prochains mois. Le géant américain a toutefois l'intention de conserver les actifs qui sont liés à ses activités industrielles.

— La Presse Canadienne

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

## Appel d'offres

## Montréal

Direction générale adjointe au développement  
Service de l'eau  
Direction de l'eau potable

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h 00 à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal, H2Y 1C6, pour:

Catégorie : Travaux de construction

Appel d'offres : 10175

Descriptif : Construction d'une conduite d'eau de 1200 mm en tranchée, dans l'axe de la rue Villery, entre la 18<sup>e</sup> Avenue et la 24<sup>e</sup> Avenue

Date d'ouverture : 29 juin 2015

Dépôt de garantie : 10% (cautionnement ou chèque visé)

Renseignements : [dep-ac@ville.montreal.qc.ca](mailto:dep-ac@ville.montreal.qc.ca)

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 juin 2015.

Les personnes et entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document de l'appel d'offres.

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires spécialement préparés par la Ville à cette fin.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet d'une aide financière dans le cadre du Fonds Chantiers Canada-Québec-Grande Ville (FCCQ-GV).

Montréal, le 10 juin 2015

Le greffier de la Ville  
M<sup>re</sup> Yves Saindon

## Appel d'offres

## Montréal

Services institutionnels  
Gestion et planification immobilière

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : travaux

Appel d'offres : 5767

Descriptif : Complexe sportif Claude-Robillard (95) Remplacement des volets motorisés et autres travaux.

Date d'ouverture : 8 juillet 2015

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission (cautionnement, chèque visé ou garantie bancaire)

Renseignements : pour toute question, s'adresser à [immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca](mailto:immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca)

Visites : Les visites sont individuelles. La date limite pour prendre rendez-vous est le 23 juin, à 13h30. Les visites auront lieu les 18, 19, 22, 23, 25 et 26 juin 2015 inclusivement, selon l'horaire suivant : 8h30, 9h30, 10h30, 11h30, 12h30 et 13h30.

Pour prendre rendez-vous, s'adresser à [immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca](mailto:immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca)

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 juin 2015.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 10 juin 2015

Le greffier de la Ville  
M<sup>re</sup> Yves Saindon

## L'innovation selon Google

## KARIM BENESSAIEH

L'ambassadrice québécoise de Google, Marie-Josée Lamothe, a révélé, lors d'une conférence, quelques ingrédients de la recette du succès du géant de la recherche sur l'internet. Devant un parterre d'invités de l'Association des MBA du Québec, la directrice générale pour le Québec a repris à son compte le conseil d'Erno Rubik, inventeur du fameux cube du même nom et grande inspiration de Google: les questions sont plus importantes que les réponses.

## Trois plateformes plutôt qu'une

Si, au XX<sup>e</sup> siècle, le progrès technologique dans les communications pouvait se résumer par l'évolution d'une seule plateforme, de la radio à la télévision, on doit aujourd'hui composer avec trois phénomènes: l'internet, la mobilité et l'infonuagique. «Le fait que trois plateformes convergent est très unique, a déclaré M<sup>me</sup> Lamothe. C'est ce qui fait que le futur semble plus proche, que tout semble aller plus vite dans un environnement où on a accès à une multitude d'informations.» C'est la raison pour laquelle les entreprises sont généralement tellement en retard sur les consommateurs, estime-t-elle.

## Capter l'attention

Paraphrasant le PDG de Microsoft, Satya Nadella, la directrice de Google Québec estime que le principal défi est aujourd'hui de capter l'attention. «Notre mécanisme de défense, c'est de prioriser ce qui est important au détriment de ce qui ne l'est pas. On devient très critique, notre zone d'attention a diminué, on dit qu'elle n'est plus aujourd'hui que de huit secondes.»



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE  
Marie-Josée Lamothe, directrice générale de Google pour le Québec

## Remettre en question

Vingt-quatre ans après l'invention du cube Rubik, un certain Larry Page a repris à son compte la même philosophie pour fonder Google, dont l'ambition folle était de cartographier l'internet. «S'il y a des limites, je vais poser des questions jusqu'à ce que je trouve la solution», a raconté M<sup>me</sup> Lamothe. En 2015, l'engagement le plus original en ce sens, c'est d'accorder aux quelque 55 000 employés de Google 20 % de leurs heures de travail pour qu'ils travaillent sur des projets personnels. C'est ainsi que sont nés des projets visionnaires comme le Projet Loon – offrir l'internet dans des zones reculées grâce à des montgolfières – et la voiture autonome.

## La compétence transversale

Chez Google, a précisé Marie-Josée Lamothe, il n'existe que neuf niveaux de hiérarchie. Les principaux juges de la qualité du travail d'un employé sont ses collègues immédiats. Quant aux gestionnaires, ils ont sous leurs ordres un minimum de 10 à 15 employés «pour assurer que ce sont des équipes transversales, pour qu'il n'y ait pas de "micromanagement". Si on les a recrutés, on devrait les laisser vivre. Le droit à l'erreur est une partie intrinsèque de l'innovation.» Faire confiance

à ses employés est la clé de ce succès, estime-t-elle. «Si vous n'êtes pas nerveux, c'est que vous n'avez pas accordé assez de liberté à vos employés», assure-t-elle.

## Trouver la cause

Si, dans les années 90, un employé pouvait se définir par son statut et son salaire, ce n'est plus le cas aujourd'hui, croit la directrice générale. «Les employés doivent comprendre pourquoi leur entreprise existe.» Elle a rappelé cet aphorisme savoureux de Mark Twain, pour qui il y a deux jours importants dans une vie: celui où on naît et celui où on comprend pourquoi. Elle précise que le recrutement, où on préfère les aptitudes à l'expérience, est crucial chez Google. «Mes deux meilleures recrues ces dernières années étaient une magicienne et un critique de restaurants. Leurs approches étaient tellement non conventionnelles, tellement extraordinaires...»

## MARIE-JOSÉE LAMOTHE EN BREF

- > Directrice générale pour le Québec et directrice générale des stratégies de marques chez Google Canada depuis avril 2014.
- > Directrice du marketing international chez L'Oréal en 2004 puis chef de la direction marketing et des communications corporatives entre 2010 et 2014.
- > Sélectionnée en 2012 et 2013 par le *Financial Post* et WXN (Réseau des femmes exécutives) comme l'une des 100 femmes les plus influentes du Canada.
- > Vit à Montréal et est mère de trois enfants.

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

**AÉROPORTS DE MONTRÉAL**  
**APPEL D'OFFRES**  
**4D-1303J-15-044**  
Acquisition de deux (2) types d'épanduses pour l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal  
Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à [www.admtl.com](http://www.admtl.com).

**Appels d'offres**  
**Montréal**  
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**  
**Service de l'approvisionnement**  
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :  
Catégorie : Biens et services  
Appel d'offres : 15-14537  
Descriptif : Acquisition de deux (2) systèmes de levage à six (6) colonnes mobiles  
Date d'ouverture : 29 juin 2015  
Dépôt de garantie : Aucun  
Renseignements : Julie Leblanc, agente d'approvisionnement : 514 872-1040  
Catégorie : Services professionnels  
Appel d'offres : 15-14543  
Descriptif : Services professionnels pour la réfection de l'enveloppe extérieure et réaménagement du bâtiment de la chaufferie du Jardin Botanique  
Date d'ouverture : 29 juin 2015  
Dépôt de garantie : Aucun  
Renseignements : Pierre L'Allier, agent d'approvisionnement : 514 872-5359  
Appel d'offres : 15-14461  
Descriptif : Services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures d'égoût, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, feux de circulation et de réaménagement géométrique  
Date d'ouverture : 29 juin 2015  
Dépôt de garantie : Aucun  
Renseignements : Yves Belleville, agent d'approvisionnement : 514 872-5298  
Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 10 juin 2015. Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO. Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.  
Montréal, 10 juin 2015  
Le greffier de la Ville  
M<sup>re</sup> Yves Saindon

**SAQ**  
**APPEL D'OFFRES**  
**Local commercial – Bannière SÉLECTION**  
**St-Eustache**  
**DOSSIER : L 0517-090**  
Les personnes ou les entreprises intéressées peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appel d'offres (SEAO) ou en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au (514) 856-6600 région de Montréal ou région extérieure 1 (866) 669-7326 ou en consultant le site web [www.seao.ca](http://www.seao.ca).  
La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions reçues.

**Banque de Montréal**  
**AVIS DE DIVIDENDES**  
AVIS est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 3 août 2015, selon les modalités ci-dessous :  
Payable à compter du 26 août 2015  
- **Actions ordinaires** : dividende no 627 au taux de 0,82 \$ par action  
Payable à compter du 25 août 2015  
- **Action privilégiée de catégorie B, à dividende non-cumulatif** :  
• Série 14, dividende n<sup>o</sup> 31 au taux de 0,328125 \$ par action  
• Série 15, dividende n<sup>o</sup> 29 au taux de 0,3625 \$ par action  
• Série 16, dividende n<sup>o</sup> 28 au taux de 0,211875 \$ par action  
• Série 17, dividende n<sup>o</sup> 08 au taux de 0,144742 \$ par action  
• Série 25, dividende n<sup>o</sup> 17 au taux de 0,24375 par action  
• Série 27, dividende n<sup>o</sup> 05 au taux de 0,25 \$ par action  
• Série 29, dividende n<sup>o</sup> 04 au taux de 0,24375 \$ par action  
• Série 31, dividende n<sup>o</sup> 04 au taux de 0,2375 \$ par action  
Au lieu de recevoir leur dividende en argent, les actionnaires de la Banque de Montréal peuvent le recevoir en actions ordinaires de la Banque conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires. Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec la Société de fiducie Computershare du Canada au 1 800-340-5021.  
Par ordre du conseil d'administration  
Barbara M. Muir  
Premier vice-président, conseiller général adjoint,  
Affaires générales et secrétaire général  
Toronto, le 10 juin 2015

**AVIS PUBLIC**  
**PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE SILICIUM À PORT-CARTIER**  
La Société FerroQuébec Inc. planifie la construction et l'exploitation d'une usine de silicium dans la zone industrielle de Port-Cartier, sur le site d'une ancienne usine de pâtes et papiers. Les installations comporteront cinq fours à arc électrique qui permettront de produire 100 000 tonnes de silicium par année. Ce silicium est destiné aux marchés de l'aluminium, des silicones et du photovoltaïque (énergie solaire) à l'échelle mondiale. Le projet représente un investissement de l'ordre de 385 millions de dollars.  
Cet avis est publié pour informer la population qu'elle peut consulter l'étude d'impact et les autres documents concernant ce projet à compter du 9 juin 2015. Ces documents sont disponibles pour consultation à l'endroit suivant :  
**Bibliothèque municipale Le Manuscrit** Heures d'ouverture  
Complexe récréatif et culturel Lundi, mardi, jeudi : 10 h – 12 h  
21, rue des Cèdres 13 h 30 – 17 h  
Port-Cartier (Québec) G5B 2W5 Mercredi : 10 h – 12 h  
13 h 30 – 17 h  
Téléphone : 418 766-3366 18 h – 21 h  
10 h – 12 h  
La bibliothèque sera fermée le 24 juin et le 3 juillet 2015  
ainsi qu'aux centres de documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) :  
**Université du Québec à Montréal (UQAM)** Heures d'ouverture  
Bibliothèque des sciences juridiques Lundi au vendredi : 8 h 30 – 20 h  
Pavillon Hubert-Aquin Samedi : 11 h – 17 h  
Section des publications gouvernementales et internationales Horaire d'été, à compter du 20 juin :  
Accès par la Bibliothèque centrale Lundi au jeudi : 8 h 30 – 17 h 30  
– local A-M100  
400, rue Sainte-Catherine Est  
Montréal (Québec) H2L 2C5  
Téléphone : 514 987-6184  
La bibliothèque sera fermée le 24 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2015  
**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement** Heures d'ouverture  
Édifice Lomer-Gouin Lundi au vendredi : 8 h 30 – 12 h  
575, rue Saint-Amable, bureau 2.10 13 h – 16 h 30  
Québec (Québec) G1R 6A6  
Le centre de documentation sera fermé le 24 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2015  
Téléphone : 418 643-7447  
(sans frais) : 1 800 463-4732  
Courriel : [communication@bape.gouv.qc.ca](mailto:communication@bape.gouv.qc.ca)  
Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus aux numéros 418 643-7447 ou sans frais 1 800 463-4732, de même que sur le site du BAPE au [www.bape.gouv.qc.ca](http://www.bape.gouv.qc.ca).  
**SÉANCE D'INFORMATION**  
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra une rencontre d'information :  
**Le mercredi 17 juin 2015 à compter de 19 h 30**  
**Agora du Complexe récréatif et culturel**  
**21, rue des Cèdres**  
**Port-Cartier**  
Toute personne, groupe ou municipalité peut demander par écrit au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. David Heurtel, la tenue d'une audience publique relativement à ce projet; cette demande doit être faite **au plus tard le 24 juillet 2015** à l'adresse suivante :  
Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 30<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5V7.  
Date de l'avis : 10 juin 2015  
Cet avis est publié par la Société FerroQuébec Inc. conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981 c. Q 2, r.23).

## LE BAROMÈTRE PME

## Concilier affaires et environnement



RUDY LE COURS

Se montrer vert, c'est chic, tendance, de bon ton. Mais est-ce vraiment économique, rentable?

Non, selon le gouvernement canadien, qui laisse les coudees franches à l'exploitation des sables bitumineux, par exemple.

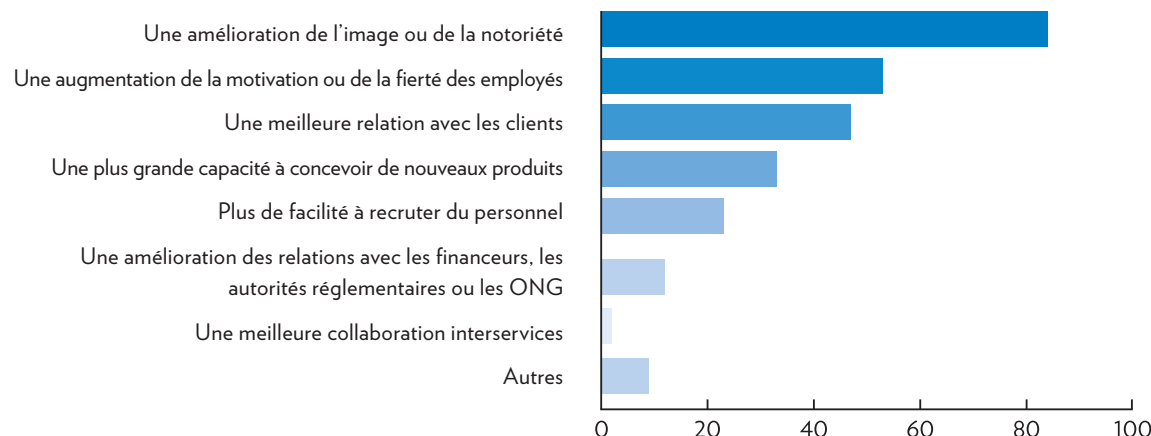
Oui, répondent à l'opposé plusieurs entrepreneurs qui voient des avantages à intégrer la protection de l'environnement à leur modèle d'affaires.

s'est intéressé à la durabilité d'un produit, à la facilité de le réparer plutôt qu'à son obsolescence programmée. Cela en fait un produit plus économique quand on prend en compte sa durée de vie.

Sur le plan environnemental, les avantages de l'écoconception vont de soi: substitution de produits dangereux ou de matières polluantes, économies d'énergie ou d'eau, réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, etc.

L'écoconception n'est toutefois qu'une partie de l'équation pour réaliser un développement durable qui inclut impérativement la gestion des matières recyclables et la diminution des déchets.

## RETOMBÉES DE LA DÉMARCHE D'ÉCOCONCEPTION EN 2013 POUR LE QUÉBEC (EN %)



Les répondants avaient la possibilité de choisir plus d'une réponse.  
Sources : Institut de développement de produits et Pôle éco-conception

Contrairement à une idée répandue, l'écoconception ne rognait pas la rentabilité. Elle est même susceptible de l'augmenter en limitant le gaspillage, par exemple, et pas seulement à l'étape de l'emballage.

Une telle démarche ne se limite pas à récupérer les matières recyclables rejetées dans le processus de production. Elle suppose l'écoconception des produits. C'est un processus qui inclut une préoccupation environnementale pour tout le cycle de vie d'un produit: l'extraction des matières premières et leur choix, la fabrication, l'entreposage et le transport du produit, son utilisation et sa valorisation une fois terminée sa vie utile.

Desjardins, Études économiques vient de publier une petite recherche sur cette approche, appelée à s'intégrer à la production au fil du temps, au même titre que la qualité totale ou la conception assistée par ordinateur dans les années 80 et que l'internet au tournant du millénaire.

En matière d'écoconception, le Québec ne serait ni chef de file ni en queue de peloton. C'est son secteur manufacturier qui compte le plus de réalisations en la matière. Fait intéressant, l'échantillon international qui sert de base à l'analyse faite par Joëlle Noreau fait ressortir que ce sont les petites et moyennes entreprises qui paraissent les plus engagées dans cette voie.

Contrairement à une idée répandue, l'écoconception ne rognait pas la rentabilité. Elle est même susceptible de l'augmenter en limitant le gaspillage, par exemple, et pas seulement à l'étape de l'emballage.

Le principal atout de cette démarche reste cependant la notoriété positive que l'entreprise peut en tirer.

D'autres éléments sont aussi non négligeables, comme la fierté accrue des employés associés à la démarche ou l'amélioration de la relation avec les clients, par exemple.

L'acheteur y trouve aussi son compte. En général, l'écoconception suppose qu'on

C'est dans ce contexte que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a présenté dernièrement un mémoire sur les impacts potentiels d'un bannissement des sacs d'emplètes à usage unique.

Le lobby de la PME s'inquiète des effets d'un bannissement sur les commerces de proximité qui profitent souvent d'achats spontanés, ceux pour lesquels le client n'a pas prévu de se pourvoir d'un sac réutilisable.

Le bannissement est de nature à faire augmenter l'achat de sacs réutilisables. L'organisme rappelle qu'un tel produit a besoin d'être utilisé de 4 à 131 fois, selon

la matière dans laquelle il est fabriqué, pour avoir une empreinte environnementale moins grande que le sac à usage unique.

En outre, à l'aide d'un sondage commandé auprès de ses membres pour la confection de son mémoire, la FCEI en arrive à la conclusion que le bannissement pourrait favoriser l'utilisation de la voiture pour magasiner, ce qui n'est guère écologique.

Plutôt que le bannissement, l'organisme propose des avenues persuasives, comme un système de vignettes vertes qui indiqueraient que le commerçant encourage l'emploi des sacs réutilisables, la sensibilisation aux bienfaits des sacs réutilisables, leur distribution par les municipalités à leurs résidents ou la vente par les commerçants des sacs à usage unique.



« Je m'occupe de mes clients.  
Ma banque devrait s'occuper de moi. »



Recevez GRATUITEMENT la dernière tablette Samsung Tab A 8 po<sup>1</sup>.

On vous écoute. Nous partageons votre passion pour les affaires.

Qu'il s'agisse des heures d'ouverture prolongées en succursale<sup>2</sup> ou d'un plan de service avec opérations illimitées, nous trouvons toujours de nouvelles façons de répondre à vos besoins. Commencez en ouvrant un compte d'entreprise à la TD.

Rendez-vous dans une succursale ou composez le 1-844-466-5402



Des services bancaires confortables.



<sup>1</sup> Des conditions s'appliquent. Venez nous voir pour en savoir plus. L'offre est valide jusqu'au 31 juillet 2015, mais elle peut être modifiée, prolongée ou retirée en tout temps, sans préavis. <sup>2</sup> Les heures d'ouverture peuvent varier d'une succursale à une autre. Samsung et Samsung Galaxy Tab sont des marques de commerce enregistrées de Samsung Electronics Co., Ltd., utilisées avec permission. Images d'écran simulées. <sup>3</sup> Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion.

## Europe

### La Caisse investit 100 millions d'euros dans une firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec a investi 100 millions d'euros, soit environ 139 millions CAN, dans la firme de génie européenne SPIE. L'investissement sous forme de capital-actions survenait alors que SPIE effectuait hier son entrée à la Bourse de Paris, opération qui lui a conféré une valeur boursière d'environ 2,5 milliards d'euros. SPIE offre des services de génie électrique, mécanique et climatique, ainsi que des services spécialisés liés à l'énergie. La firme est présente dans 35 pays et a plus de 38 000 collaborateurs. La Caisse de dépôt et placement était déjà un des actionnaires de SPIE depuis un investissement initial réalisé en 2011. Selon la Caisse, la résilience de l'entreprise, dans le contexte d'incertitude qui prévaut dans plusieurs marchés européens, lui a permis de générer « des rendements attrayants » au cours des quatre dernières années.

## LA PRESSE AFFAIRES

## Où s'en va la Bourse?



PAUL DURIVAGE  
BILLET  
BOURSIER

« Les marchés peuvent demeurer irrationnels plus longtemps que vous ne pouvez rester solvable », disait l'économiste John Maynard Keynes, avec un humour noir. Alors que les grands indices des marchés boursiers américains viennent de virer négatifs sur l'année et que la Bourse de Toronto n'a plus qu'une avance de quelques dixièmes de point de pourcentage, plusieurs éminences financières préviennent les investisseurs de ne pas trop attendre du marché boursier d'ici la fin de l'année. Voici quelques réflexions de stratégies d'ici et d'ailleurs lues ou entendues ces derniers jours.

« Le contexte actuel appelle à la prudence, croit Marc L'Ecuyer, gestionnaire associé de COTE 100, dans la lettre financière hebdomadaire de la firme de Saint-Bruno. Je ne dis pas que le marché pourrait se corriger – il est à mon avis futile et coûteux de tenter de prévoir les mouvements boursiers à court terme. Je comprends aussi très bien que l'évaluation actuelle se justifie fort bien par le fait que les taux d'intérêt demeurent particulièrement bas. Il reste que j'ai des réticences à payer plus de 20 fois les profits prévus pour le titre d'une entreprise, ratio auquel bon

nombre de sociétés sont présentement évaluées. Je crois que l'on peut justifier de telles évaluations pour les titres de sociétés de grande qualité comme Visa ou Colgate dont les perspectives de croissance à long terme sont attrayantes et les modèles d'affaires difficilement attaquant. Mais les entreprises de cette qualité sont l'exception. »

« Nous recommandons une supondération de la trésorerie et une position neutre en actions depuis avril et nous nous en tenons à cet avis, écrit Vincent Deslisle, stratège de la Banque Scotia, dans son bulletin de juin. Les actions sont à plat depuis trois mois tandis que les rendements des obligations sont négatifs. Nous prévoyons que cette tendance va persister jusqu'à ce que nous obtenions plus de clarifications sur la politique de la Réserve fédérale américaine plus tard cette année. La hausse des rendements obligataires et le renforcement du dollar américain sont deux possibles vents de face. »

« Le marché canadien de l'énergie est entré dans son malaise estival habituel tout en étant généralement mal

sur CNN lundi. La patience [et l'argent] sera probablement récompensée avec un meilleur point d'entrée plus tard cet été dans la foulée. Parfois, la

« Le contexte actuel appelle à la prudence [...].

J'ai des réticences à payer plus de 20 fois les profits prévus pour le titre d'une entreprise, ratio auquel bon nombre de sociétés sont présentement évaluées. »

— Marc L'Ecuyer, gestionnaire associé de COTE 100

évalué, étant donné la probabilité d'un prix d'au plus 65 \$US le baril pour les prochaines années, disait Eric Nuttall, gestionnaire de portefeuille de Sprout Asset Management,



PHOTO RICHARD DREW, ASSOCIATED PRESS

Les grands indices des marchés boursiers américains viennent de virer négatifs sur l'année, ce qui incite à la prudence. Divers experts préviennent les investisseurs de ne pas trop attendre du marché boursier d'ici la fin de l'année.

meilleure façon de faire de l'argent est de ne pas le perdre au départ. »

« Nous sommes dans un marché haussier séculaire, c'est-à-dire pluriannuel,

si non multidécennal, disait Jeffrey Saut, stratège en chef chez Raymond James, en entrevue au magazine *Barron's*. Peu d'entre nous ont connu effectivement le marché haussier séculaire de 1982 à 2000. J'ai connu cela avant, et les marchés haussiers séculaires ont tendance à durer environ 14 ou 15 ans. Et ils ont tendance à afficher une croissance à deux chiffres. Donc, si ce marché haussier a six ans, il reste probablement encore huit ou neuf ans de croissance à venir. Si vous composez à deux chiffres, vous arrivez avec un objectif de 4300 pour le S&P 500 quelque part en 2023 ou 2024. »

« Les données très fortes sur l'emploi montrent que le marché du travail américain continue de se resserrer malgré une croissance lente du PIB [produit intérieur brut], écrit David Bianco, stratège en chef pour les actions américaines à la Deutsche Bank, dans son dernier billet. Les gains d'emplois ont été forts et les salaires sont orientés à la hausse, la légère hausse du taux de participation apporte peu de réconfort considérant les départs à la retraite des baby-boomers. Nous pensons qu'il est temps pour la Fed d'explicitement ses intentions de hausse de taux cette année et jusqu'en 2016, ou de risquer une plus grande volatilité dans toutes les classes d'actifs. »

## Le temps d'une pause

AGENCE FRANCE-PRESSE  
ET LA PRESSE CANADIENNE

REVUE  
BOURSIÈRE

Anesthésiée par le manque d'annonces sur l'économie américaine, Wall Street a stagné hier, les investisseurs s'intéressant surtout à une nouvelle baisse du marché de la dette ainsi qu'aux développements à l'international: le Dow Jones a cédé 0,01 % et le

NASDAQ, 0,15 %. Selon des résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones a perdu 2,51 points, à 17 764,04, et le NASDAQ, à dominante technologique, 7,76 points, à 5013,87.

L'indice élargi S&P 500, très suivi par les investisseurs, est resté presque stable, gagnant 0,04 %, ou 0,87 point, à 2080,15 points.

« Pour tout avouer, le marché obligataire était plus intéressant que la Bourse, a reconnu Mace Blinksilver, de Marblehead

Asset Management. La grande affaire du jour, c'est que le rendement des bons du Trésor à 10 ans est repassé au-dessus de 2,40 %, et cela rend le marché perplexé. »

En effet, le rendement des bons à 10 ans est monté à 2,429 % comparativement à 2,382 % la veille au soir et celui des bons à 30 ans, à 3,163 % comparativement à 3,111 % précédemment. Cette hausse traduit une baisse de la demande, et donc un déclin du marché de la dette américaine.

« L'une des choses qui me rendent très prudent, c'est le risque que les rendements continuent à monter chaque jour, a rapporté M. Blinksilver. À mon avis, on va finir par vraiment s'inquiéter en Bourse. »

Pour le moment, Wall Street poursuit une trajectoire morose depuis le début du mois, enregistrant surtout des séances de petite baisse, sans beaucoup s'éloigner de records battus à la mi-mai.

Au lendemain d'une baisse de plus de 2 % lundi,

l'indice des principaux acteurs du transport, le Dow Jones Transportation Average, a limité ses pertes, baissant de 0,33 %, tandis que les grandes compagnies aériennes, particulièrement surveillées au deuxième jour de l'assemblée générale annuelle de l'Association internationale du transport aérien (IATA) à Miami, ont généralement fini dans le vert après une ouverture en nette baisse.

À Toronto, l'indice S&P/TSX a grimpé de 74,38 points, ou 0,5 %, à 14 817,71, dans la foulée d'une remontée des titres pétroliers et des cours du brut.

**AFFAIRES**  
700

**715 FINANCEMENT**

**RECHERCHE** 2 millions de financement hyp. pour un an, plusieurs terrains et bâtisses à donner en garantie, prêt à payer maximum 12% d'intérêt, courtier hypothécaire et intermédiaire s'abstenir. Laurent 450-438-6492

**AVIS**  
La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

**AVIS**  
Nos annonceurs sont priés de vérifier le teneur de leurs annonces lors de leur première parution. Advenant qu'une annonce soit reproduite incorrectement, l'annonceur doit en aviser aussitôt. La Presse qui convient de publier dans la prochaine édition du journal une version corrigée de celle-ci. Toute erreur ou plainte visant la teneur d'une annonce doit être signalée le jour de sa parution avant 17 h, pour fins de correction lors de la prochaine édition du journal. De même, en cas d'annulation d'une annonce, l'avis à cette fin doit être donné avant 17 h, le jour qui précède sa parution. Dans tous les cas, il suffit de composer le (514) 987-VENDU.

**AVIS**  
800

**801 AVIS LÉGAUX**

**GRC-RCMP**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA DISPONIBILITÉ DE TERRAINS À VENDRE DANS LA MUNICIPALITÉ DE SEPT-ÎLES**  
La Gendarmerie Royale du Canada souhaite obtenir des renseignements, au plus tard le 19 juin 2015, au sujet de tout terrain à vendre d'environ 7000 à 10 000 m<sup>2</sup> (75,348 à 107 600 pi<sup>2</sup>), dans la municipalité de Sept-Îles. Les terrains proposés doivent être situés dans un rayon de moins de 6 kilomètres de l'intersection des rues Arnaud et Maltais.  
Pour plus de détails ou pour répondre à cette demande, s'il vous plaît communiquer avec M. Gumy Pierre par courriel à gumy.pierre@rcmp-grc.gc.ca

**REQUEST FOR INFORMATION ON THE AVAILABILITY OF LAND FOR SALE IN SEPT-ÎLES, QUEBEC**  
The Royal Canadian Mounted Police is seeking information, no later than June 19th, 2015, on the availability of land for sale measuring approximately 7,000 to 10,000 sqm (75,348 to 107,600 sq.ft.) in Sept-Îles, QC. The land must be situated within 6 kilometers of the intersection of Arnaud and Maltais.  
For further details or to respond to this request, please contact Mr. Gumy Pierre by e-mail at gumy.pierre@rcmp-grc.gc.ca

## CENTRES FINANCIERS

## Montréal perd des galons

MARTIN VALLIÈRES

Après avoir gravi plusieurs échelons ces dernières années, Montréal recule de quelques crans au palmarès international des «centres financiers» établi par les firmes d'analyse Z/Yen et Long Finance, de Londres.

La place financière de Montréal se maintient dans le top 20 mondial. Mais elle est cotée maintenant au 18<sup>e</sup> rang, deux crans de moins que la 16<sup>e</sup> place qu'elle s'était vu attribuer depuis deux ans.

Ce classement de S/Yen et Long Finance est établi à partir d'un relevé d'opinions et de commentaires réalisé annuellement auprès de 2280 professionnels de la finance de partout dans le monde.

Dans ce classement, la position attribuée à Montréal s'était rehaussée considérablement du 26<sup>e</sup> rang, il y a cinq ans, jusqu'au 16<sup>e</sup> rang en 2013 et 2014.

Cette année, toutefois, la place financière de Montréal se retrouve rétrogradée au 18<sup>e</sup> rang, à l'avantage surtout de Francfort et du Luxembourg, qui ont progressé le plus depuis un an dans le top 20 mondial des centres financiers.

Au Canada, aussi, Montréal se retrouve au 3<sup>e</sup> rang du palmarès des centres financiers, derrière Toronto (11<sup>e</sup> au monde) et Vancouver (qui a été rehaussé du 17<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> depuis un an.

En contrepartie, la métropole de l'Alberta, Calgary, subit les contrecoups du krach pétrolier de l'an dernier sur

son appréciation comme centre financier. Elle se retrouve recalée au 33<sup>e</sup> rang dans le palmarès 2015 par rapport au 17<sup>e</sup> rang qui lui avait été attribué lors des deux années précédentes.

Pour les Amériques, Montréal se classe désormais au 8<sup>e</sup> rang parmi les 17 vil-

« centre financier d'envergure mondiale » attribué au Canada, et l'un des deux seuls – avec New York – reconnus dans toutes les Amériques.

Chez le regroupement Finance Montréal, on considère que l'évolution de ce palmarès mondial des centres financiers démontre l'impor-

**Sans surprise, Toronto demeure le seul « centre financier d'envergure mondiale » attribué au Canada, et l'un des deux seuls – avec New York – reconnus dans toutes les Amériques.**

les qualifiées comme centre financier, un rang de moins que sa notation de l'an dernier.

« Centre financier établi d'envergure transfrontalière »

Dans les « profils » attribués à chaque ville par les participants à l'enquête, Montréal conserve son statut de « centre financier établi d'envergure régionale », aux côtés de Chicago et de Boston, notamment.

En comparaison, même si elle devance maintenant Montréal dans le palmarès mondial, Vancouver bénéficie encore d'un statut de « centre financier établi d'envergure régionale ». Un statut semblable de « centre financier régional et spécialisé » est attribué à Calgary, en raison de sa prédominance dans l'industrie pétrolière et gazière.

Par ailleurs, sans surprise, Toronto demeure le seul

tance de « continuer à bien identifier et développer les atouts distinctifs de Montréal comme place financière, plutôt que de chercher à se comparer à des centres dominants comme Londres et New York ».

## MONTRÉAL DANS LE PALMARÈS MONDIAL DES CENTRES FINANCIERS

Année	position
2011	26 <sup>e</sup>
2012	18 <sup>e</sup>
2013	16 <sup>e</sup>
2014	16 <sup>e</sup>
2015	18 <sup>e</sup>

Source: Global Financial Centres Index, Long Finance (Londres)

## SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

9		4				3		
	8			9				4
				2				1
1					7			
	7	8	3		4	9	1	
			2	5				8
		3						6
			6		5		8	
4					9	7		3

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	7	2	8	4	1	3	6	5
6	8	4	3	5	7	9	1	2
3	5	1	6	9	2	4	7	8
5	3	9	7	1	6	8	2	4
1	2	8	9	3	4	7	5	6
4	6	7	5	2	8	1	3	9
8	9	6	2	7	3	5	4	1
7	4	5	1	6	9	2	8	3
2	1	3	4	8	5	6	9	7

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3218

Par Fabien Savary

3217

LA  
PRESSE

## PORTFOLIO

SÉRIE DE 4

NUMÉRO

2

IMMOBILIER COMMERCIAL

## Mile End, un quartier en ébullition

Le déclin de l'industrie textile au début des années 2000, a vidé d'immenses édifices du quartier montréalais Mile End. Depuis, bon nombre d'artistes et de jeunes entreprises créatives s'y sont installés, et différents intervenants travaillent d'arrache-pied pour y favoriser la mixité et en préserver l'accessibilité. Portrait en quatre mots. — Nathalie Côté, collaboration spéciale

## EMPLOI

« Le Mile End industriel a été confirmé zone d'emploi dans le plan d'urbanisme, donc ce sera un très gros travail si un promoteur veut y faire du développement résidentiel », indique Richard Ryan. Le conseiller du district du Mile End juge aussi important de favoriser la diversité des entreprises dans le secteur. « Lorsqu'un gros joueur s'en va, cela peut tuer un quartier, croit-il. Si c'est un petit atelier, il sera rapidement remplacé par un autre. »

D'ailleurs, les espaces de travail partagés semblent aussi avoir la cote dans le secteur. « Un autre a ouvert ses portes récemment, nous sommes rendus à trois, fait remarquer Vanessa Huppé-Hart, agente de développement territorial Plateau Mont-Royal à la Corporation de développement économique communautaire Centre-Sud/Plateau Mont-Royal. Ils favorisent l'arrivée de petites entreprises qui vont pouvoir grandir sur place. »

## COMMERCE

« Les services dans la zone d'emploi sont en train de se développer, note M<sup>me</sup> Huppé-Hart. La nouvelle réglementation favorise la conversion des rez-de-chaussée en locaux commerciaux. » Les élus gardent néanmoins le secteur à l'œil. « Il y a un danger, croit M. Ryan. Certains étirent le permis d'épicerie et de dépanneur en sandwicherie, puis ouvrent à 10 h et ferment à 16 h. Oui, il faut répondre à la demande. Il faut toutefois que la vie continue ensuite parce qu'il y a des gens qui vivent dans le quartier. »

Par ailleurs, une association de commerçants pourrait naître prochainement dans le Mile End. « Nous le leur avons proposé récemment, indique M. Ryan. Nous croyons qu'il faut les renforcer pour garder la mixité commerciale. » L'organisation pourrait défendre son point de vue et organiser des événements publics, par exemple.

## RÉSIDENTIEL

La popularité croissante du quartier entraîne les loyers à la hausse. Le 1<sup>er</sup> juin, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a donc adopté une nouvelle politique pour favoriser le logement social sur son territoire. « À partir de cinq unités,



De jeunes entrepreneurs trouvent un bureau, des conférences et des ateliers à l'espace de travail collaboratif La Gare.

PHOTO FOURNIE PAR JIMMY HAMELIN

le promoteur devra inclure 20 % de logement social ou contribuer à un fonds pour le logement social, précise M. Ryan. Cela s'appliquera lorsque les promoteurs demanderont un changement de zonage ou une dérogation. »

Un projet de coopérative d'habitation de 93 logements est aussi en développement. C'est un investissement d'environ 18 millions, incluant un centre de la petite enfance. « Le chantier devrait commencer au printemps 2016 pour une occupation en juillet 2017 », précise Martin Fournier, chargé de projet chez Atelier Habitation Montréal.

Par ailleurs, M. Ryan dit vouloir travailler pour favoriser l'accès à la propriété pour la classe moyenne.

## ARTISTES

Avec l'attrait grandissant du quartier, les artistes et les artisans sont aussi menacés par les augmentations de loyer. En 2012, une entente entre un important propriétaire immobilier, Allied Properties, et le regroupement Pied Carré a cependant permis de réserver près de 20 000 m<sup>2</sup> pour la création et la diffusion artistique

pendant 30 ans. « Nous avons ensuite ajusté notre réglementation pour faire du zonage vertical et limiter les superficies et les usages à certains étages », explique M. Ryan. Les autres peuvent être loués à de grandes entreprises. Cet environnement est un atout pour elles, estime-t-il. Il cite en exemple le studio londonien Framestore, qui s'est installé dans le Mile End en raison du dynamisme artistique qui y règne, selon lui.

## LE MILE END EN CHIFFRES

- > 32 565 citoyens
- > 20 815 personnes dans la population active
- > 5460 logements possédés
- > 11 625 logements loués
- > 26 % d'immigrants (dont 18 % de la France)
- > 59 068 \$ : revenu moyen des ménages (2010)
- > 19 700 m<sup>2</sup> réservés aux artistes et aux artisans

Source : Ville de Montréal

## CRÉATIVITÉ

- > Nom : Frank & Oak
- > Nombre d'employés : une centaine
- > Dans le quartier depuis l'automne 2012

Établie dans une ancienne manufacture du Mile End, l'entreprise de mode a été attirée par la culture créative du quartier, note son cofondateur, Ethan Song. La présence d'artistes et de plusieurs autres entreprises en démarrage crée une atmosphère propice à la création. « Nous aimions aussi les espaces très ouverts, de type loft, du secteur, note-t-il. La disponibilité des locaux est encore bonne, alors nous avons encore de l'espace pour agrandir. » Autre avantage : les gens peuvent à la fois vivre et travailler dans le quartier. D'ailleurs, plusieurs de ses employés habitent à proximité. « Les loyers sont relativement abordables », note-t-il. Le seul bémol, à son avis, est la difficulté grandissante à dénicher un stationnement pour ceux qui utilisent leur voiture.

## ENTREPRENEURIAT

- > Nom : Busbud
- > Nombre d'employés : 30
- > Dans le quartier depuis deux ans

Louis-Philippe Maurice a d'abord lancé Busbud dans son appartement du Plateau-Mont-Royal avant de louer un local dans le Mile End. « Nous voulions rester dans le coin et nous cherchions un endroit abordable parce que les start-ups ont peu de budget au démarrage », explique le président et cofondateur. De plus, il aime particulièrement le dynamisme entrepreneurial du secteur. Sans compter la qualité de vie pour les résidents. « Il y a une vie de quartier intéressante et des services comme des restaurants, des centres de yoga, des théâtres, des événements artistiques, etc. », note-t-il. Parmi les défis à relever, à son avis : l'aménagement urbain, notamment trop dépourvu d'arbres, et l'augmentation des loyers causée par la popularité croissante du quartier.

## LE HAUT DE GAMME

Premium, la division haut de gamme de Vitrierie Laberge, offre une gamme de produits innovants qui répond aux standards élevés de sa clientèle.

© Photos : Stéphane Groleau

VITRIERIE  
LABERGE

PREMIUM

VITRIERIELABERGE.COM

LA  
PRESSE

CV

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

WORKOPOLIS

TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

# Trucs de consultants d'expérience

SAMUEL LAROCHELLE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Chaque matin, Chantal Dauray se demande si ses chaussettes roses brillantes ou ses souliers fermés conviennent à l'une ou l'autre des entreprises qui l'engagent. Ce détail en apparence superficiel représente pourtant l'une des forces de cette conseillère en communications depuis 20 ans: sa capacité d'adaptation.

À l'image des consultants qui réalisent des mandats de courte durée, la professionnelle doit faire sa place rapidement dans plusieurs organisations. « Il faut être un ninja de la connexion, se présenter et s'intéresser aux gens, dit-elle. C'est primordial d'écouter avant de proposer de nouvelles idées. Nos solutions doivent tenir compte de la culture d'entreprise. »

Pour saisir ces subtilités, elle a acquis plusieurs réflexes. « J'essaie d'identifier un allié qui pourra m'expliquer l'organigramme officieux, les influences et les comportements à valoriser. J'observe aussi la décoration, l'aménagement des bureaux, l'habillement des employés, s'ils mangent ensemble le midi ou s'ils grignotent seuls derrière leurs ordinateurs. Ce sont des signes qui parlent beaucoup de la culture interne. »

Saisir la philosophie d'une organisation est au cœur du travail de Marièvr Rodrig, directrice artistique. « Pour comprendre les besoins de mes clients, je pose beaucoup de questions, j'analyse et je retiens tout. Je

compare aussi ma vision d'une marque en tant que consommatrice avec la réalité. C'est mon travail de m'assurer que l'image d'une entreprise corresponde à sa vision. Et comme j'ai un tempérament caméléon, je m'adapte facilement aux nombreuses compagnies qui m'engagent. »

Cette variété de mandats est l'un des avantages de la vie des consultants, selon Danny Kronstrom, spécialiste web. « C'est très stimulant de changer d'entreprise. On rencontre souvent des gens très

« Pour comprendre les besoins de mes clients, je pose beaucoup de questions, j'analyse et je retiens tout. » — Marièvr Rodrig, directrice artistique

intéressants. On découvre des milieux où on n'irait pas naturellement. Évidemment, on ne peut pas prétendre être spécialiste dans tous les domaines. Il faut être honnête avec soi-même et l'exprimer au client conséquemment. »

## L'envers de la médaille

Même si Marièvr Rodrig adore l'absence de routine dans son travail, elle regrette à l'occasion de ne pas avoir la chance de créer des liens forts avec ses collègues de courte durée. « Ça me manque parfois de ne pas faire partie d'une gang et de créer une synergie créative permanente. » Pour sa

part, Chantal Dauray a maintenant une nouvelle façon de voir le sentiment d'appartenance. « On associe généralement ce sentiment à la durabilité dans le temps, alors que des personnes travaillant depuis toujours pour une entreprise peuvent être moins engagées que celles qui s'impliquent pleinement pour une brève période. »

« Pour moi, chaque mandat est une mission, ajoute-t-elle. Je me vois comme un capitaine de bateau qui doit mener son équipage à bon port et qui, une fois arrivé, repart dans un autre voyage. Quand j'ai un contrat, je m'investis pour mes clients. Je pense à eux quand je cours et j'ai des flashes pendant mes vacances. Ma réalité implique des fins régulières, mais je dois me rappeler que je suis là comme une bougie d'allumage, pour les inspirer et les sensibiliser. » Danny Kronstrom partage ce sentiment. « J'arrive dans une entreprise pour apporter une connaissance et faire grandir une entreprise avec mon expertise. »

Encore faut-il que l'organisation soit réellement ouverte aux idées du consultant. « C'est arrivé que les membres d'une équipe et moi ne voyions pas les choses de la même manière et qu'ils refusent de lâcher prise sur LEURS idées, relate M<sup>me</sup> Rodrig. Je me bats un certain temps, mais à un moment donné, il faut choisir ses batailles. Comme ce sont des mandats contractuels, ça ne vaut pas toujours la peine de perdre son énergie. Il faut savoir lâcher prise au bon moment pour éviter les conflits. »



Vérificateur général  
de la Ville de Montréal

Montréal

Joignez-vous à une équipe d'experts  
chevronnés et passionnés de vérification!

Concitez défis professionnels et qualité de vie!

Le Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal recrute les postes suivants :

## VÉRIFICATEUR(TRICE) PRINCIPAL(E)

Optimisation des ressources et conformité réglementaire (CPA)  
(2 postes) — Réf. : VER-15-CONC-400600-2-A

Certification financière (CPA)  
(2 postes) — Réf. : VER-15-CONC-400600-2

Contribuez par votre talent à la gestion optimale des fonds  
publics de la plus grande municipalité du Québec.

Le vérificateur général assiste le conseil municipal dans l'exercice de ses responsabilités de gouverner en lui donnant l'heure juste quant à l'utilisation à bon escient et optimale des fonds publics par l'administration municipale. Par ses missions de vérification législative (financière, de conformité et d'optimisation des ressources) effectuées en toute indépendance et la publication de ses rapports, disponibles au public, le vérificateur général joue un rôle important dans la promotion de la transparence et de l'imputabilité au sein de l'appareil municipal.

POSTULEZ EN LIGNE AVANT LE 23 JUIN 2015  
[www.ville.montreal.qc.ca/emploi](http://www.ville.montreal.qc.ca/emploi)

## Premier conseil d'administration : président et membres – Autorité de réglementation des marchés des capitaux

CMRA  
ARMC

Afin de relever les défis que pose aujourd'hui la concurrence mondiale aux marchés des capitaux du Canada, les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Yukon et du Canada ont signé un Protocole d'accord afin d'établir un régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Au cœur de ce régime se trouvera un nouvel organisme de réglementation, l'**Autorité de réglementation des marchés des capitaux (ARMC)**, dont le mandat consistera à orchestrer un ensemble unique de règles conçu pour protéger les investisseurs, favoriser l'efficacité des marchés des capitaux et gérer le risque systémique.

Les membres du tout premier conseil d'administration de l'ARMC auront la chance inouïe de contribuer au développement d'une institution publique d'envergure nationale capable d'assurer la croissance et la prospérité permanentes du réseau des marchés des

capitaux au Canada. Les membres du conseil joueront également un rôle primordial dans la création d'un cadre de réglementation permettant aux intervenants des marchés des capitaux de répondre de façon plus efficace aux changements rapides qui surviennent sur le marché mondial.

Le conseil des ministres nommera au premier conseil d'administration un président ainsi que des membres indépendants et hautement expérimentés qui représenteront les différentes régions du Canada. Le conseil d'administration mettra en place les structures et les processus destinés à améliorer la réglementation en matière de marchés des capitaux au Canada.

En raison des besoins opérationnels et stratégiques uniques de l'ARMC, le conseil d'administration sera formé de membres d'horizons divers, forts de compétences et d'expérience diversifiées, notamment : connaissance approfondie de tous les aspects des marchés de valeurs mobilières, stratégie

et innovation, politiques publiques, gestion du risque, finances et audits, exploitation et développement organisationnel. Les candidats au poste de président du conseil posséderont une vaste expérience à la tête de conseils et seront reconnus comme d'éminents membres du monde des affaires au Canada.

Tous les membres du conseil seront appelés à s'engager à bâtir une culture de protection des investisseurs à toute épreuve grâce à une réglementation efficace, à une ouverture à l'égard des régions et secteurs divers et à un esprit de collaboration et de communication, et ce, dans le but de doter l'organisme des plus hautes normes en matière de gouvernance.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec [amanda.bugatto@odgersberndtson.ca](mailto:amanda.bugatto@odgersberndtson.ca) ou postulez en ligne en toute confidentialité au [www.odgersberndtson.ca/fr/carrieres/12840](http://www.odgersberndtson.ca/fr/carrieres/12840).

**Nous sommes heureux d'accepter les candidatures jusqu'au 19 juin 2015.**

## Président et premier dirigeant ou présidente et première dirigeante

**Énergie atomique du Canada limitée (EACL)** est une société d'État qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre des Ressources naturelles. À compter de vers la fin de 2015, les Laboratoires nucléaires d'EACL et son personnel d'environ 3 400 personnes seront gérés par un exploitant du secteur privé en vertu d'un modèle d'organisme gouvernemental exploité par un entrepreneur (OGEE) qui sera supervisé par EACL. EACL est actuellement à la recherche d'un président et premier dirigeant ou d'une présidente et première dirigeante, qui assurera le leadership du nouveau EACL et d'un effectif d'environ 50 employés, dans le cadre de la supervision des ententes contractuelles concernant l'exploitation et la gestion des Laboratoires nucléaires d'EACL en vertu du nouveau modèle.

Relevant du conseil d'administration d'EACL et travaillant en étroite collaboration avec le ministre des Ressources naturelles du Canada, le président et premier dirigeant ou la présidente et première dirigeante recourra au contrat d'OGEE fortement encouragé

pour atteindre les objectifs du gouvernement visant à contenir et à réduire les coûts et les risques pour les contribuables canadiens.

À titre de candidat idéal ou de candidate idéale, vous possédez une expérience appréciable en gestion à l'échelon des cadres supérieurs au sein d'un organisme du secteur privé ou public; vous connaissez également le mandat et les activités d'EACL, ainsi que les environnements réglementaires et commerciaux dans lesquels EACL œuvre. Vous avez prouvé que vous êtes en mesure d'appuyer le changement transformationnel au sein d'une organisation, et vous avez de l'expérience en gestion d'importants contrats pluriannuels de grande valeur. Idéalement, vous avez déjà travaillé avec le gouvernement, des sociétés d'État et/ou des organismes de réglementation ou au sein de ceux-ci, et vous avez géré des experts en la matière de haut niveau.

Vous avez la réputation de faire preuve d'une éthique et d'une intégrité des plus élevées. Vous avez la

capacité de gérer une institution publique ayant diverses responsabilités, et de fournir le leadership intellectuel, la vision et l'orientation stratégique nécessaires pour assurer qu'EACL est en mesure de réaliser son mandat et d'atteindre ses objectifs. La maîtrise des deux langues officielles serait préférable. Le candidat retenu ou la candidate retenue devra déménager à Chalk River ou à un endroit situé à une distance raisonnable du lieu de travail.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Eric Slankis (poste 33) ou Joanne McMullin (poste 21) d'Odgers Berndtson, par téléphone au 613 231-6666 ou par courriel à [eric.slankis@odgersberndtson.ca](mailto:eric.slankis@odgersberndtson.ca) ou [joanne.mcmullin@odgersberndtson.ca](mailto:joanne.mcmullin@odgersberndtson.ca). Pour soumettre votre demande en toute confiance, veuillez visiter [www.odgersberndtson.ca/fr/carrieres/12834](http://www.odgersberndtson.ca/fr/carrieres/12834). Toutes les soumissions seront reconnues.



ODGERS BERNDTSON

50 bureaux répartis dans 27 pays à travers le monde

[www.odgersberndtson.ca](http://www.odgersberndtson.ca)

Recherche de cadres

• Cadres intérimaires

• Évaluation du leadership